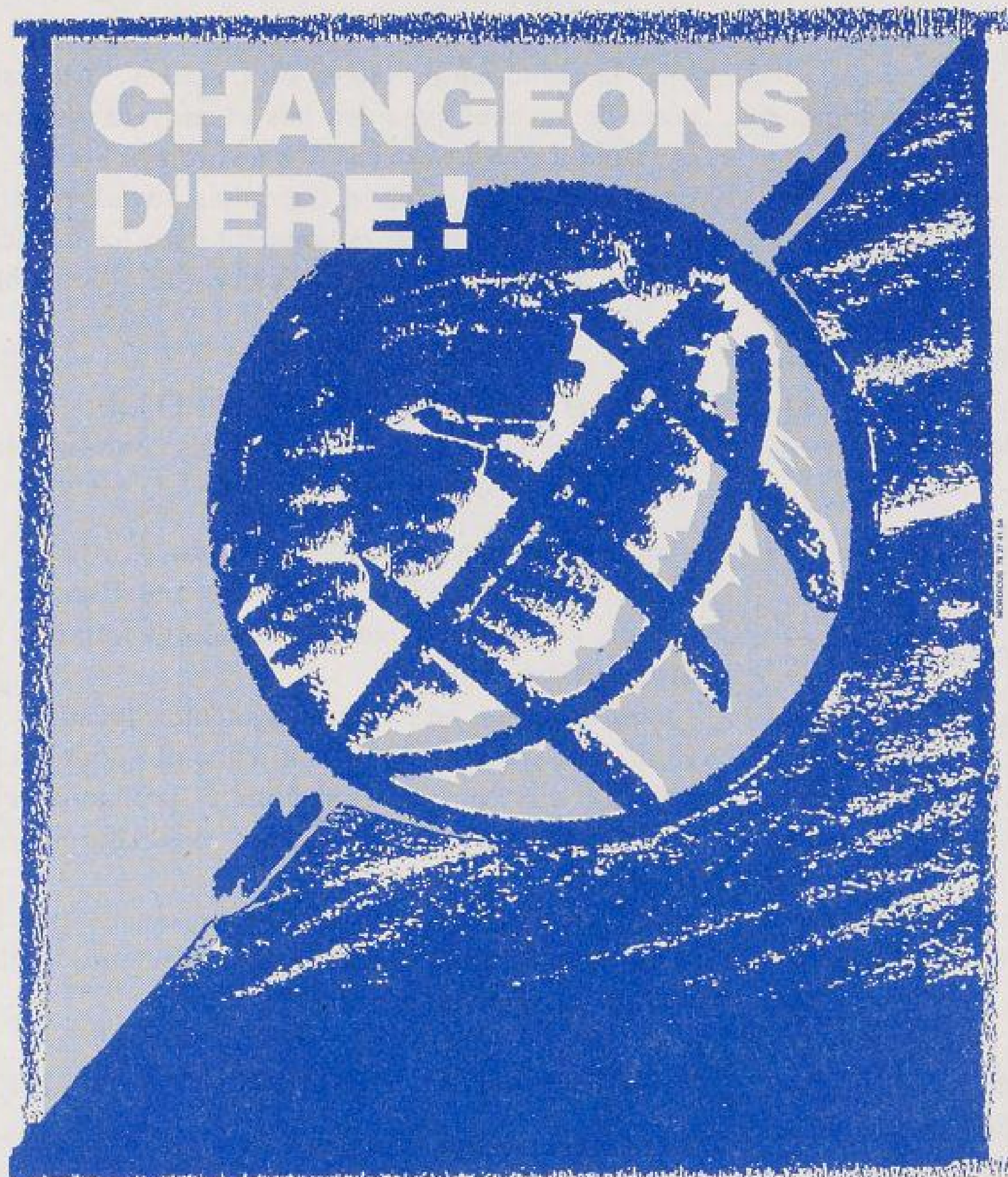


ENTENTE DES ECOLOGISTES

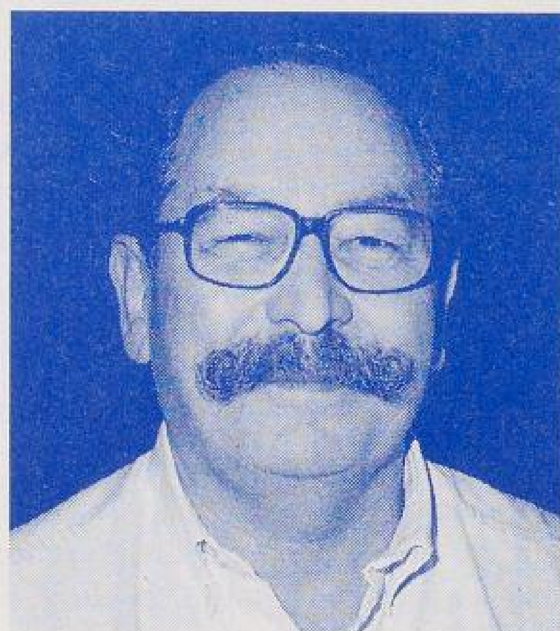
(Accord départemental signé le 18 décembre par Génération Ecologie, les Verts et l'AREV)





Ils et elles soutiennent :

Philippe LEBRETON, Président du comité de soutien, Professeur, Conseiller Régional, tête de liste Union Ecologie du Rhône aux élections régionales de 1992
Alain LIPIETZ, Economiste, Les Verts
Albert BERTIN,.Candidat Vert aux dernières cantonales
Pierre BOUQUET, Candidat Vert 6° circonscription
Gilles BUNA, Conseiller d'arrondissement, Les Verts
Jean-Pierre CHAPUIS, Conseiller Municipal Vénissieux
Marc JEDLICZKA, Conseiller Régional, Les Verts
Dominique JOBARD, Conseil. Municipale Villeurbanne
Dominique MIGNOT, Conseiller Régional, AREV
Etienne TETE, Conseiller Régional, Les Verts





Bernard HUISSOUD
(candidat)
56 ans - 4 enfants

- Ingénieur Télécom.
- Engagé sur le terrain de l'écologie depuis 1970.
- Délégué syndical et du personnel tout au long de son activité.
- Ancien Secrétaire Départemental du PSU.

Michèle SEGONNE
(suppléante)
48 ans - 2 enfants

- Secrétaire comptable.
- Militante de longue date d'association syndicale familiale.
- Membre active d'une association environnementale.

L'ALTERNATIVE PLUTÔT QUE L'ALTERNANCE !

Ni la droite ni la gauche n'ont aujourd'hui de plan réel pour répondre aux défis de cette fin de siècle, pour inverser les tendances lourdes qui minent notre société :

- l'aggravation du chômage, des inégalités et de l'exclusion sociale,
- la coupure entre les citoyens et les lieux de décision,
- la désertification rurale,
- l'aggravation des nuisances dues au "tout automobile", le gâchis énergétique et la prolifération des déchets,
- la coupure toujours plus grave entre pays développés et pays pauvres.

Les rivalités de partis cachent mal le consensus profond qui règne sur le fond des problèmes.

ALORS, RIEN NE SERAIT POSSIBLE ? SI, mais il faut :

OSER

La Droite comme la Gauche invoquent les "contraintes", les "impératifs économiques" pour ne rien faire ... On ne peut à la fois plaire aux pollueurs et aux victimes de la pollution, aux chômeurs et à ceux qui licencient, il faut OSER faire des choix !

CHOISIR

Devant la gravité pressante des problèmes, des choix doivent s'imposer sans retard. Ils sont clairs pour les écologistes et alternatifs qui proposent au cours de cette campagne des mesures d'urgence qu'il faut mettre en application si l'on veut réellement inverser le cours des événements :

* pour la solidarité et la lutte contre le chômage
* pour l'écologie et un développement soutenable
* pour une citoyenneté active, une démocratie pour tous
* pour une Europe solidaire, indépendante et pacifique, ouverte au Sud et à l'Est.

DES CHOIX DECISIFS

ECOLOGIE

POUR UN DEVELOPPEMENT SOUTENABLE, RESPECTANT LA PLANETE ET LES HOMMES, ECONOMISANT LES RESSOURCES NATURELLES POUR NOUS-MEMES ET LES GENERATIONS FUTURES

- **UNE AUTRE POLITIQUE D'AMENAGEMENT DE L'ESPACE**

Il faut des mesures d'urgence pour :

- favoriser un urbanisme convivial et écologique dans les villes et les banlieues,
- arrêter la désertification du monde rural, en favorisant la pluriactivité dans les campagnes, et une agriculture respectueuse des écosystèmes,
- affecter des investissements massifs aux transports collectifs de qualité, économes en énergie. Des choix sont nécessaires pour stabiliser le trafic routier et aérien et développer le fer, les transports urbains de proximité.

- **UNE GESTION ECOLOGIQUE DES RESSOURCES**

Il faut changer notre système énergétique.

- La filière surgénératrice (Creys-Malville) ayant prouvé son inefficacité, doit être abandonnée. La sortie progressive du nucléaire doit être un objectif,
- le recours aux énergies renouvelables doit être massivement développé,
- les incitations à la surconsommation d'énergie (chauffage électrique, etc) doivent être supprimées.

- **GERER LES DECHETS**

- On peut retraiter près de 50% de nos poubelles. Pour supprimer les décharges, il faut dissuader les pollueurs (écotaxes) et aider à la fabrication de produits recyclables,
- il faut développer le tri à la source, les déchetteries, interdire d'exporter les résidus polluants,
- il faut une politique ambitieuse de dépollution, et de stabilisation des émissions de gaz à effet de serre.

SOLIDARITES

DES CHOIX URGENTS SONT NECESSAIRES DEVANT LA CRISE DES BANLIEUES, CELLE DU MONDE RURAL, LES 3 MILLIONS DE CHOMEURS, LES 400 000 SANS ABRI ...

Pour cela, il est nécessaire de :

- **S'ATTAQUER A LA MONTEE DU CHOMAGE :**

- par la réduction du temps de travail à 35 h (sans perte de revenus pour les bas et moyens salaires) par une loi cadre, vers les 30 h à l'horizon 2000,
- par l'aide à la création d'emplois socialement et écologiquement utiles, notamment dans les services de proximité, dans le secteur de l'économie sociale ...

- **S'ATTAQUER AUX INEGALITES, qui se sont accrues en 10 ans, par un plan anti-exclusion sociale :**

- augmentation substantielle du RMI,
- plan de développement d'un logement social de qualité. Le choix du lieu d'habitation devrait être un droit fondamental,
- transformation profonde du système éducatif et de formation, garantissant à tout jeune et à tout adulte l'accès à une formation générale et professionnelle qualifiante (généralisation d'un "crédit-formation" pour tous),
- aide au maintien à domicile des personnes âgées,
- réforme fiscale, permettant une meilleure justice dans la taxation des revenus.

- **REPARER LE TISSU SOCIAL EN CRISE :**

Il faut un plan d'urgence pour les banlieues et les quartiers défavorisés, les zones rurales en voie de désertification.

Le principe "Donner le plus à ceux qui ont le moins" est celui qui permet de rétablir à terme plus d'égalité, plus de fraternité dans de nombreux domaines : école, équipements publics, etc.

DEMOCRATISER LA SOCIETE

Le fossé entre les citoyens et la vie politique est considérable aujourd'hui. Il est urgent d'instaurer une démocratie plus participative, plus proche de tous, rendant aux citoyens un pouvoir de contrôle sur les institutions :

- adoption généralisée du mode de scrutin proportionnel,

- introduction du citoyen dans les processus de décision qui concourent à la gestion du territoire par la participation des citoyens et associations aux plans d'aménagement dès leur conception, la réforme de la procédure d'utilité publique, les référendums d'initiative locale, l'extension des droits et moyens des minorités au sein des assemblées élues,.

- extension de la citoyenneté à tous dans les institutions de la vie quotidienne par l'intervention des usagers dans les services publics, le droit de vote de tous les résidents aux élections locales, etc.

- non-cumul des mandats plus strict.

Ecologie Solidarités

Imprimé sur papier recyclé — Imprimerie TERREAUX, 69100 VILLEURBANNE